

DAVID GRAEBER - comme si nous étions déjà libres

Traduit de l'anglais par Alexie Doucet

INTRODUCTION

Déclaration des droits, aujourd'hui sous tutelle de l'armée du 1 % ». Je n'ai moi-même jamais été du genre agitateur. Jusqu'ici, je n'ai jamais pris la parole pour le mouvement Occupy. Si je suis là aujourd'hui, c'est à titre de témoin et pour offrir un soutien moral et organisationnel. Au cours de la première demi-heure de l'événement, pendant que les indignés passent à tour de rôle à l'avant de la cage pour s'exprimer sur la guerre, les désastres écologiques et la corruption gouvernementale, devant une série de caméras vidéo installées à l'improviste sur le trottoir, je me tiens à la périphérie et j'essaie de discuter avec la police.— Vous faites partie du SWAT Team, dis-je à un jeune homme à la mine sombre, qui garde l'entrée des cages flanqué d'un fusil d'assaut. Alors, que signifie l'acronyme SWAT ? Special Weapons...

— ... and Tactics, m'interrompt-il avant même que je puisse finir de prononcer le nom d'origine, Special Weapons Assault Team (équipe armes d'assaut spéciales).— Je vois. Mais, par curiosité, de quels types d'armes spéciales vos commandants pensent-ils avoir besoin pour maîtriser une trentaine de citoyens non armés, rassemblés pacifiquement sur les marches d'un bâtiment fédéral ? — Ce n'est qu'une précaution, répond-il, mal à l'aise. J'ai déjà décliné deux invitations à prendre le micro, mais Lopi insiste, alors je finis par me dire que je devrais m'y résoudre, ne serait-ce que brièvement. Je m'installe donc face aux caméras, je lève les yeux vers George Washington qui regarde le ciel au-dessus de la Bourse de New York, et je commence à improviser.

Je constate que le fait de nous réunir ici, aujourd'hui, sur les marches du bâtiment même où la Déclaration des droits a été signée, est très approprié. C'est étrange. La plupart des Américains ont l'impression de vivre dans un pays libre, dans la plus grande démocratie du monde. Ils croient que ce sont nos droits et libertés, tels qu'établis par nos Pères fondateurs, qui nous définissent en tant que nation, qui font de nous qui nous sommes vraiment – et à en croire les politiciens, qui nous donnent même le droit d'envahir d'autres pays plus ou moins à volonté. Mais en fait, vous savez, ceux qui ont écrit la Constitution ne voulaient pas y inclure de déclaration des droits. C'est pourquoi elle y apparaît sous forme d'amendement. Elle ne faisait pas partie du document d'origine.

Si toutes ces belles phrases sur la liberté de parole et la liberté d'association ont abouti dans la Constitution, c'est uniquement parce que les antifédéralistes comme George Mason et Patrick Henry étaient si indignés en voyant la version finale qu'ils ont menacé de se mobiliser contre sa ratification si le texte n'était pas modifié pour inclure, entre autres, le droit de participer à une mobilisation populaire telle que la nôtre. Cette perspective terrifiait les fédéralistes. S'ils avaient convoqué la Convention constitutionnelle, c'était entre autres pour éloigner ce qu'ils percevaient comme la menace de mouvements populaires encore plus radicaux, qui demandaient la démocratisation des finances, voire l'annulation de la dette. La dernière chose qu'ils voulaient, c'était de voir resurgir de grandes assemblées publiques et une explosion de débats populaires comme au temps de la révolution. Ainsi, James Madison a fini par dresser une liste de plus de 200 propositions, à partir desquelles il a rédigé le texte de ce qu'on appelle aujourd'hui la Déclaration des droits. Le pouvoir ne se cède jamais volontairement. Si nous avons des libertés, ce n'est pas parce que quelques sages Pères fondateurs nous les ont accordées. C'est plutôt parce que des gens comme nous ont insisté pour exercer ces libertés, en faisant exactement la même chose que nous ici, avant qu'on daigne les leur reconnaître. Il n'y a rien d'écrit dans la Déclaration d'indépendance ou dans la Constitution à l'effet que les États-Unis soient une démocratie. La raison en est bien simple. Les hommes comme George Washington étaient ouvertement opposés à la démocratie. Il est donc un peu étrange de se retrouver ici, aujourd'hui, aux pieds de sa statue. Et l'on pourrait dire la même chose de chacun d'entre eux : Madison, Hamilton, Adams... Ils ont écrit de façon explicite qu'ils tentaient de créer un système visant à écarter et maîtriser les dangers de la démocratie, même si au départ, ceux qui voulaient la démocratie étaient ceux-là mêmes qui avaient mené la révolution grâce à laquelle ils étaient au pouvoir. Et bien sûr, la majorité d'entre nous sommes ici parce que nous

n'avons toujours pas l'impression de vivre dans un système démocratique digne de ce nom. Regardez autour de vous. Le swat Team là-bas en dit long sur ce que vous devez vraiment savoir. Notre gouvernement n'est aujourd'hui guère mieux qu'un système de corruption institutionnalisé, qui peut vous emprisonner pour le simple fait de l'avoir affirmé.

Pour l'instant, en règle générale ils peuvent difficilement nous détenir en prison plus d'un jour ou deux à la fois, mais ils font assurément tout en leur pouvoir pour y remédier. Évidemment, jamais ils ne nous enfermeraient s'ils ne voyaient la vérité sur nos pancartes. Rien n'effraie davantage les dirigeants des États-Unis que la perspective d'une éclosion généralisée de démocratie. Et dans cette perspective, des descendants de ceux qui étaient prêts à sortir dans la rue pour demander une déclaration des droits, il ne reste plus que nous.

Avant que Lopi ne vienne me pousser sur scène, je n'avais jamais envisagé Occupy Wall Street comme un mouvement qui s'inscrivait dans une grande tradition de l'histoire américaine. Je préférais parler de ses racines anarchistes, féministes ou même altermondialistes. Or, à bien y penser, ce que j'ai dit était vrai. Après tout, il y a quelque chose d'étrangement incohérent dans la façon dont on nous apprend à percevoir la démocratie aux États-Unis. D'une part, il semblerait qu'elle se limite à faire élire les politiciens qui formeront le prochain gouvernement. D'autre part, on sait qu'une majorité d'Américains aiment la démocratie, détestent les politiciens et doutent de la notion même de gouvernement. Comment ces idées peuvent-elles coexister ? Visiblement, quand les Américains parlent de démocratie, ils ont sûrement à l'esprit quelque chose de plus vaste et profond qu'une simple participation aux élections (auxquelles la moitié d'entre eux ne se donne même pas la peine de participer, de toute façon) ; ils imaginent probablement un idéal de libertés individuelles, combinées à la notion, qui ne s'est encore jamais concrétisée, selon laquelle des gens libres devraient pou-voir s'asseoir ensemble, comme des adultes dotés de raison, et diriger leurs propres affaires. Dans ce cas, on ne s'étonnera pas que ceux qui gouvernent les États-Unis en ce moment aient si peur des mouvements démocratiques. Poussé à son achèvement, l'élan démocratique finit inévitablement par les rendre totale-ment inutiles.Or, force nous est d'admettre que la majorité des Américains n'oseraient jamais pousser l'élan démocratique jusqu'à un semblant de conclusion. Et sur ce point, ils auraient probablement raison. En général, les Américains ne sont pas des anarchistes. Si nombre d'entre eux détestent non seulement leur gouvernement, mais le concept même de gouvernement, très peu iraient cependant jusqu'à appuyer son démantèlement. Ils n'ont tout simple-ment aucune idée de ce qui pourrait le remplacer. La vérité, c'est que dès leur plus jeune âge les Américains se font inculquer un horizon politique extrêmement limité, un sens très étroit du potentiel humain. Pour la plupart d'entre eux, la démocratie se résume à une abstraction, à un idéal et non pas à une réalité dont ils font l'expérience. C'est pourquoi, dès qu'ils commencent à participer aux assemblées générales et aux autres formes de processus décisionnels horizontaux auxquelles Occupy a recours, beaucoup d'entre eux ont l'impression, comme moi quand j'ai commencé à m'impliquer dans le Direct Action Network (dan) à New York en 2000, de voir se transformer, sur le plan politique, leur sens du possible.Ce livre ne porte donc pas uniquement sur Occupy, mais sur la possibilité même d'une démocratie aux États-Unis. Et j'irai plus loin : il porte sur l'ouverture de l'imaginaire radical que le mouvement Occupy a permise.Il suffit de comparer l'enthousiasme généralisé qu'ont suscité les premiers mois d'Occupy au climat qui a régné sur la saison des élections présidentielles, l'année suivante. Cet automne, on a vu défiler deux candidats : l'un, déjà président et s'imposant comme fait accompli devant un Parti démocrate dont la base se sentait trahie ; l'autre purement et simplement imposé par le pouvoir de l'argent à une base républicaine qui exprimait de façon claire ses préférences pour à peu près n'importe qui d'autre. L'un et l'autre se sont surtout acharnés à courtiser les milliardaires. Les électeurs ont pu le constater à la télévision, eux qui savaient pertinemment que, à moins de faire partie des quelque 25 % d'Américains vivant dans les États-clés, leurs votes n'allaient pas faire la moindre différence. Quant à ceux dont le vote aurait pu compter, il va de soi que leur choix se limitait à décider quel parti allait jouer le rôle principal dans l'entente qui viendrait diminuer leur pension de retraite et affaiblir leurs services de santé ou de sécurité sociale. Le temps est aux sacrifices et la réalité du pouvoir est telle que nul n'envisage la possibilité que ce soient les riches qui puissent faire les frais

de ces mêmes sacrifices.

Dans un article récent publié par le magazine Esquire, Charles Pierce observe que les performances des experts de la télévision, pendant ce cycle électoral, se sont souvent apparentées à une célébration sadomasochiste de l'impuissance populaire ; comme dans ces télérealités où l'on aime voir des patrons autoritaires intimider leurs collègues : Nous nous sommes laissé embourber dans les habitudes de l'oligarchie, comme s'il n'y avait aucune autre issue possible sur le plan politique, même dans une république soi-disant auto-nome ; et la résignation est l'une de ces habitudes les plus évidentes. Nous nous sommes habitués à nous voir imposer des politiques au lieu d'insister pour en prendre les commandes. Les stars de la télévision nous disent que les stars de la politique vont négocier un grand compromis, et que « nous » allons ensuite les applaudir d'avoir fait des « choix difficiles » en notre nom. C'est ainsi qu'on inculque les habitudes de l'oligarchie dans un « bien commun » politique. D'abord, on fait croire au peuple que le gouvernement est l'ultime expression de ce bien commun, puis on élimine ou émascule tout autre centre de pouvoir qui pourrait exister en dehors de la sphère opprimante de son influence – les mouvements syndicaux, par exemple –, et ensuite on établit clairement qui est le patron. Le patron, c'est moi. Faites-vous une raison¹. Voilà le type de politique qu'il nous reste quand toute notion du potentiel même de la démocratie a disparu. Or il s'agit ici d'un phénomène passager. Il faudrait peut-être se souvenir qu'on a tenu le même propos à l'été 2011, alors que l'unique discours de la classe politique tournait autour d'une crise fabriquée de toutes pièces sur le « plafond de la dette » et du « grand compromis » (à propos d'autres compressions dans la santé et la sécurité sociale) qui allait forcément s'ensuivre. Puis, en septembre, est arrivé le mouvement Occupy, qui a entraîné dans son sillage des centaines de véritables tribunes politiques, où le citoyen ordinaire pouvait exprimer ses problèmes et ses inquiétudes, et qui a coupé court à ce discours. Les indignés n'y sont pas parvenus en présentant aux politiciens des revendications ou des propositions précises ; mais plutôt en nous donnant un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler une véritable démocratie, ce qui allait déclencher une crise de légitimité du système entier. Naturellement, les mêmes experts déclarent que le mouvement Occupy est mort après les évictions de novembre 2011. Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que, une fois les horizons politiques de la population élargis, le changement est permanent. Des centaines de milliers d'Américains (et bien sûr, des Grecs, des Espagnols, des Tunisiens) ont aujourd'hui fait l'expérience directe de l'auto-organisation, de l'action collective et de la solidarité humaine. Il est alors presque impossible de revenir en arrière et de voir les choses comme avant. Tandis que les élites financières et politiques mondiales foncent aveuglément vers une crise économique similaire à celle de 2008, nous continuons d'occuper des bâtiments, des fermes, des maisons saisies et des bureaux (temporairement ou en permanence), d'organiser des grèves des loyers, des séminaires, des assemblées d'endettés et, ce faisant, nous jetons les bases d'une culture réellement démocratique et développons les compétences, les habitudes et l'expérience qui pourraient donner naissance à une toute nouvelle conception de la politique. Le mouvement Occupy permet une renaissance de l'imaginaire révolutionnaire, que les idées reçues ont depuis longtemps déclaré mort. Tous ceux qui y participent admettent que la création d'une culture démocratique sera un travail de longue haleine. Il s'agit après tout d'une profonde transformation morale. Or, nous sommes également conscients que de telles transformations se sont déjà produites. Aux États-Unis, certains mouvements sociaux ont donné lieu à de profondes transformations morales – l'abolitionnisme et le féminisme viennent spontanément à l'esprit –, mais pour ce faire, il a fallu du temps. Comme Occupy, ces mouvements avaient principalement cours en marge du système politique formel, recouraient à la désobéissance civile et à l'action directe, et ne cherchaient jamais à atteindre leur objectif en l'espace d'une seule année. Évidemment, de nombreux autres mouvements ont essayé de transformer les mœurs en profondeur, mais ont échoué. Pourtant, il y a de bonnes raisons de croire qu'il s'opère des changements fondamentaux au cœur de la société américaine, ceux-là mêmes qui ont permis à Occupy de prendre si vite son essor, et qui constituent une réelle occasion pour faire renaître le projet démocratique à long terme. Mon raisonnement social est fort simple. Ce qu'on appelle la « grande récession » aux États-Unis n'a fait qu'accélérer une transformation en profondeur du système de classes déjà entamée depuis des

décennies. Examinons les statistiques qui suivent : au moment d'écrire ces lignes, un Américain sur sept se fait poursuivre par une agence de recouvrement ; par ailleurs, un sondage vient de révéler que, pour la première fois, seule une minorité d'Américains (soit 45 %) dit appartenir à la classe moyenne. Comment prétendre que ces deux faits ne soient pas reliés ? On a beaucoup parlé de l'érosion de la classe moyenne américaine récemment, mais en général on oublie de dire que, aux États-Unis, cette « classe moyenne » n'a pour l'essentiel jamais constitué une catégorie économique. Elle tient davantage d'un sentiment de stabilité et de sécurité émanant de la certitude que, peu importe ce que vous pensez des politiciens, les institutions les plus courantes, comme la police, le système d'éducation, les cliniques de santé et même les compagnies de crédit, sont fondamentalement de votre côté. Si tel est le cas, on peut difficilement imaginer qu'une personne évincée de la demeure familiale sous l'autorité des saisies approuvées sans vérification préalable puisse avoir l'impression de faire partie de la classe moyenne. Et c'est vrai, peu importe la tranche de revenu ou le niveau de scolarité atteint. Conséquence directe de la financiarisation du capitalisme, un rapport malsain s'établit entre les structures institutionnelles et les citoyens qu'elles devraient servir. Pour un nombre grandissant d'Américains, ces structures incarnent des forces obscures et hostiles. Cette affirmation peut sembler étrange, car nous avons l'habitude de concevoir les finances comme un domaine très éloigné de nos préoccupations quotidiennes. En général, les gens savent que la vaste majorité des profits de Wall Street ne sont plus le fruit de l'industrie ou du commerce, mais bien le produit pur et simple de la spéculation et de la création d'instruments financiers complexes. La critique se borne à dénoncer cette spéculation, comme s'il s'agissait de tours de magie élaborés pour faire apparaître la richesse en disant juste qu'elle existe. En fait, ce qu'on entend réellement par financiarisation, c'est la collusion entre le gouvernement et les institutions financières pour veiller à ce qu'un nombre toujours croissant de citoyens s'enfoncent toujours plus loin dans les dettes. Ce phénomène s'observe à tous les niveaux. On impose de nouvelles exigences universitaires pour des emplois en pharmacie et en soins infirmiers, ce qui oblige les étudiants à demander des prêts financés par l'État, et du coup, on s'assure qu'une part des salaires qu'ils gagneront reviendra directement aux banques. La collusion entre les conseillers financiers de Wall Street et les politiciens locaux acculent à la faillite ou la quasi-faillite les municipalités qui, de leur côté, poussent leurs policiers à renforcer substantiellement l'application des règlements sur la propreté et l'entretien auprès des propriétaires, et font ainsi monter le flot de contraventions et donc les revenus qui serviront à rembourser les banques. Dans tous les cas, une part des profits sera réacheminée vers les politiciens, par l'entremise des lobbyistes et des comités d'action politique. À mesure que la fonction des administrations locales se transforme en mécanisme d'extraction financière et que le gouvernement fédéral considère ouvertement comme son devoir de maintenir le cours des actions élevé et de faire affluer l'argent vers les détenteurs d'instruments financiers (en plus de s'assurer qu'aucune grande institution financière, peu importe son comportement, ne puisse faire faillite), la différence réelle entre le pouvoir des finances et celui de l'État s'embrouille un peu plus chaque jour. Et c'est précisément ce à quoi nous voulions en venir quand nous avons décidé de nous appeler les 99 %. Cette façon de faire était presque sans précédent. Nous avons réussi à ramener au cœur du débat politique américain non seulement la question des classes, mais aussi celle du pouvoir. Selon moi, cela n'a été possible qu'en raison d'une graduelle perversion du système économique, que nous appelons de plus en plus souvent au sein d'Occupy le « mafia-capitalisme », qui rend impossible l'idée qu'un gouvernement américain reflète d'une quelconque manière la volonté du peuple ou même son consentement. En de tels moments, tout éveil de l'élan démocratique constitue forcément un appel à la révolution.

Lux Éditeur, 2014, pour la présente édition